

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce Journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, rue du Vieil-Abreuvoir, 25 (coin de la rue Nain).

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITE-BULLIER et C^{ie}, 20, rue de la Banque.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS LAFFITE BULLIER et C^{ie} pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées avant midi le jour de la publication.

Abonnement : Pour Roubaix, trois mois, 7 francs, 50
six mois, 14
un an, 25

ROUBAIX, 15 DÉCEMBRE 1868.

Bulletin politique.

C'est le samedi, 12 décembre, qu'ont dû être notifiés au gouvernement hellénique les cinq points à l'acceptation desquels le gouvernement ottoman subordonne le maintien de ses relations avec la Grèce.

Voici quels sont ces cinq points :
1^o Disperser immédiatement les bandes de volontaires qui se sont formées sur divers points du territoire hellénique et empêcher la formation de bandes nouvelles ;

2^o Désarmer les corsaires Enois, Crète et Panhellénion ou leur fermer l'accès des ports de la Grèce ;

3^o Accorder aux émigrés crétois l'autorisation de rentrer en Crète et leur donner aide et protection pour ce rapatriement ;

4^o Punir conformément aux lois les auteurs des meurtres commis contre des sujets ottomans, à Syra et sur divers autres points du territoire hellénique et accorder une juste indemnité aux familles des victimes de ces attentats ;

5^o Suivre désormais une conduite conforme aux traités existants et aux droits des gens.

Malgré les avis télégraphiques d'Athènes, qui représentent le gouvernement grec comme très-peu disposé à accepter les propositions de la Turquie, plusieurs journaux, parisiens continuent à dire que la vraisemblance est pour une solution pacifique. Nous lisons dans la Patrie la note suivante :

La conformité de vues qui s'est établie entre les grandes puissances au sujet du différend turco-grec reste parfaite. Il n'est survenu aucun nouvel incident de nature à faire supposer que les efforts de la diplomatie n'obtiennent pas un résultat satisfaisant.

Nous saurons bientôt à quoi nous en tenir, le délai fixé par l'ultimatum pour l'acceptation des cinq propositions du gouvernement ottoman expirant jeudi prochain, 17 décembre.

Une dépêche de Saint-Sébastien, en date du 13 au soir, annonce qu'à la suite d'une proclamation énergique du général Caballero de Rodas, les insurgés de Cadix ont déposé les armes le matin. Le général en chef et toutes ses forces sont entrés dans la ville à deux heures de l'après-midi.

S'il faut en croire des correspondances de Berlin, on attachait, en Prusse, une certaine portée politique au voyage entrepris par le comte de Bismark à Dresde, à l'occasion de la naissance du roi Jean de Saxe.

Les mêmes correspondances parlent de nouveau de l'intention du comte de Bismark d'ajourner à la fin de décembre la session du Parlement prussien pour trois mois et de convoquer d'ici au mois de juin, le Parlement de la Confédération du Nord, puis le Parlement danois.

J. REBOUX.

La responsabilité.

Il est un fait que nul ne contestera, parce qu'il a frappé les esprits aussi bien en France qu'à l'étranger : c'est que depuis l'application de la loi nouvelle sur la presse, les procès de presse les plus importants ont été motivés par les critiques des origines de l'Empire ou les offenses à la personne de l'Empereur. Toute l'affaire Baudin, il ne faut pas s'y tromper, se réduit à une protestation rétrospective contre les actes d'où est sorti l'Empire. Après dix-sept années de pacification intérieure, d'un calme matériel comme notre histoire n'en offre pas d'exemple, il se produit tout à coup une surexcitation des esprits, il y a un réveil, disent les uns, des velléités de révolte et de désordre, disent les autres, un mouvement incontenable enfin, de quelque nom qu'on veuille le qualifier.

Les ultra-conservateurs regrettent que l'Empire ait renoncé aux lois d'exception, dont l'usage avait été si fécond pendant seize ans ; ils sont tentés de lui reprocher d'avoir provoqué par des lois libérales,

trop hâtives, ce mouvement qui doit mener à l'insurrection et donne aux partis des armes nouvelles pour combattre. Les libéraux, qu'ont horreur de la révolution, parce qu'elle a toujours pour conséquence la Dictature, et qui demandent le développement rationnel et progressif des institutions, ont accueilli avec satisfaction les réformes octroyées, et ont regretté qu'il fut retranché quelque chose du programme primitif. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que les démocrates ne sont pas plus satisfaits que les ultra-conservateurs par la raison directement opposée.

Personne n'est donc content, et c'est ce qui explique les bruits de réaction qui se répètent obstinément. Il est bien évident que, dans l'entourage du souverain, de fréquentes tentatives ont été faites pour obtenir l'annulation des dernières réformes constitutionnelles et le retour au régime en vigueur il y a dix ans. Si je puis user de ce terme, il y a eu maint assaut livré à l'esprit de l'Empereur, et les desirs réactionnaires sont arrivés à son oreille par les voies les plus intimes. Ces tentatives ont échoué, mais qui dira que lui aussi n'est pas vivement préoccupé de ce caractère particulier des procès que je signale plus haut et des aversions plus ou moins directes qui se reproduisent dans les livres comme dans les journaux ? Il connaît trop par expérience personnelle les livres et les journaux pour n'en être pas frappé. Nous ne pouvons pénétrer ses pensées actuelles ni préjuger les projets qui en sortiront, mais il nous est permis de rechercher si l'on pourrait remédier à un état de choses qui a de sérieux inconvénients pour le gouvernement, pour le public et pour les écrivains, amis ou ennemis.

Nous pourrions aller au-delà de la frontière chercher des exemples, et par une fiction dont le lecteur ne serait pas dupe, bâtir des théories en Angleterre, en Italie, en Belgique, comme on bâtit des châteaux en Espagne ; nous préférons ne pas sortir de chez nous, assurés de ne pas enfreindre le respect dû à la Constitution, en étudiant sincèrement les améliorations

qu'elle peut être susceptible dans l'avenir.

Ce que nous demandons est déjà réalisé en droit, sinon fait : le jour où le souverain a décrété que les ministres viendraient, personnellement, individuellement, défendre devant les Chambres les actes ou projets des lois concernant leurs départements respectifs, il a créé la responsabilité des ministres. Mais ce n'est qu'une responsabilité morale et non de fait, puisqu'un désaccord accidentel ou prolongé entre la majorité et un ministre n'entraîne pas de fait la retraite de ce ministre.

Le décret qui a fait entrer tous les ministres dans les chambres se trouve n'être qu'une demi-mesure. En face des ministres qui sont toujours des fonctionnaires et non pas des personnalités qui gouvernement se trouve l'opinion publique, ce public de France essentiellement railleur, rétif à l'autorité, passionné par l'égalité et la liberté, il se trouve une presse jeune, active, audacieuse, qui se recrute parmi les talents qui éclosent, amoureuse de mouvement, de lutte ; elle est la personnification toujours vivante de cet esprit frondeur qui est le trait distinctif de notre génie national.

Eh bien ! nous croyons qu'il faut donner un but à cette fronde qui est un des éléments principaux de notre vie politique ; nous croyons qu'il faut que le souverain soit à l'abri de ses traits, dans l'intérêt de tout le monde ; nous croyons que les ministres doivent être ce but. Ils ne doivent plus être seulement des employés placés au sommet de la hiérarchie administrative ; ils doivent devenir des personnalités couvrant de leur responsabilité la responsabilité du souverain. Il faut que ce soit à eux que l'on puisse s'en prendre des fautes commises ou des abus. Nous croyons sincèrement qu'il suffit d'un trait de plume pour opérer cette amélioration, et que sans le moindre changement de personnes, on peut réaliser cette évolution. Pas plus M. Rouher que M. Pinard ou M. Magne ou M. Niel, nul ne reculerait devant cette responsabilité qui

deviendrait un honneur ; et la personne du souverain serait à l'abri de ces attaques qui excitent les passions sans faire avancer les affaires publiques.

EDMOND DUVAL.

CORRESPONDANCE PARISIENNE

Paris, 13 décembre.

Depuis trois jours, on parle beaucoup de changements ministériels. Tantôt c'est M. de la Valette qui est allé à Compiègne chercher le portefeuille des affaires étrangères que M. de Moustier se dispose à abandonner, tantôt c'est M. Pinard qui doit céder le ministère de l'intérieur à M. de Forcade la Roquette. Puis d'autres renseignements nous apprennent que ces bruits sont faux, que les mesures prises le 2 et le 3 décembre ont été préalablement approuvées par l'Empereur, que rien ne s'est fait contre les journaux sans son adhésion, et qu'aucun ministre ne sera sacrifié. Je ne puis à ce sujet, que vous répéter ce que je vous ai dit plusieurs fois : je ne crois pas qu'il y ait de modification ministérielle avant la fin de la session.

J'entends dire que M. de Lesseps n'acceptera pas la candidature qui lui est offerte à Marseille. La raison qui motiverait son refus, c'est qu'il ne voudrait pas s'exposer à un échec.

Le coup d'Etat du 2 décembre est de puis quelques mois l'objet de critiques très-vives qui devaient amener des répliques. M. Granier de Cassagnac, non content de défendre dans le Pays la conduite du président de la république, vient de faire paraître chez Dentu une nouvelle édition de son *Récit des événements du 2 décembre*.

Cette édition est précédée d'une préface qui remplit une page et demie du Pays. C'est comme vous devez bien le penser la glorification du coup d'Etat et de la politique impériale. C'est aussi un défi lancé aux ennemis de l'Empire ; ainsi l'on y lit ces lignes : « Que les ambitieux, les conspirateurs, les usurpateurs de souveraineté (sic) ne s'y trompent pas, le peuple a placé à sa tête une dynastie dont le nom signifie sécurité publique, et qui jamais ne laissera escamoter le pouvoir que la France lui a donné. Attendez-vous à ce que ce livre provoque dans la presse parisienne une ardente polémique. »

Il paraît qu'un certain nombre de propriétaires de salles louées aux organisateurs de réunions publiques renoncent

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

DU 16 DÉCEMBRE 1868.

— 7 —

L'ORAGE

Suite — Voir le Journal de Roubaix du 13 Décembre.

III

L'ORAGE ET LA PAIX.

Le capitaine, voyant les trois verres vidés, s'empressa de les remplir. Il y eut encore un silence de quelques instants.

— Maintenant, monsieur, permettez-moi de boire à la vôtre, reprit alors Gervinus, qui paraissait pressé de s'acquitter d'une dette.

— Bien volontiers, monsieur.

— A votre santé donc, monsieur le capitaine.

Après le second verre, l'intervalle de silence et d'embarras fut de beaucoup moins long.

— Il me semble que nous oublions quelque chose, dit le capitaine, prenant l'anse de la cruche. A la santé de votre fille, n'est-ce pas, monsieur Gervinus ?

— De tout mon cœur. Merci d'avoir songé à elle, monsieur le capitaine, répliqua

le professeur d'une voix solennelle et légèrement émue.

La cruche était vide, les verres aussi, mais les cœurs semblaient plus légers, et les lèvres moins closes.

— Une rude soirée que celle d'aujourd'hui, commença le capitaine.

— En vérité. Dans la forêt, les chênes tombent ; sur la montagne, les torrents roulent. Ici, le Rhin commence à monter. Je ne sais ce que serait devenue ma pauvre enfant, si votre maison n'avait été là pour lui donner asile.

— Croyez que je m'estime heureux d'avoir pu vous être de quelque utilité. . . . Mais, j'y songe, vous avez besoin de repos aussi, et quoiqu'il ne soit guère plus de neuf heures. . . .

— Oh ! il n'est pas possible de dormir au milieu d'une semblable tourmente, répliqua Gervinus, et je vous assure que je me trouve parfaitement bien établi au coin du feu.

— Assurément ; pour aller se coucher, il faudrait attendre la fin de l'orage. . . . Seulement, à la campagne. . . dans notre solitude. . . les soirées semblent bien longues. . . En vérité, on ne sait que faire.

Mais les regards des deux amis, donnant en ce moment un démenti muet à ces paroles du capitaine, cherchaient ensemble, sur les planches de l'étagère, si longtemps inutile, si longtemps délaissée.

— On pourrait toujours causer, fumer, faire une partie de. . . de. . . n'importe quoi, dit alors Frédéric, qui sentait le moment favorable pour jouer enfin le rôle de médiateur.

— Oui. . . peut-être. . . Si nous faisons par exemple, une partie d'échecs ? . . . Tu ne joues pas toi, c'est vrai ; mais tu nous

regarderas faire. La jeunesse trouve toujours moyen de s'amuser. . . et si vous vous sentez disposé, monsieur Gervinus ? . . .

— Entièrement disposé, répliqua le professeur, à faire tout ce qui peut vous être agréable.

Frédéric avait à peine attendu ces paroles du vieillard. Il avait couru à l'étagère et actuellement préparait la table.

Mina rentrait en ce moment souriante, contente à moitié, car elle venait de quitter Lisbeth bien plus forte, tout à fait calme et paisiblement endormie. Elle vit les sièges des deux vieillards rapprochés l'un de l'autre, l'échiquier entre eux, sur la table, les pièces de bois et d'ébène, renversées pêle-mêle et à portée de leurs mains. Elle s'arrêta, surprise et ravie, sur le seuil, et joignit ses deux petites mains en signe de joie et de reconnaissance.

— Enfin ! s'écria-t-elle. Oh ! qu'il s'est passé de temps depuis la dernière partie ! . . . un temps si triste, un temps si long !

— En effet. . . depuis Sadowa, murmura le capitaine, baissant la tête.

— Et partout ailleurs, on a depuis lors fait la paix, murmura la jeune fille en s'avancant d'une voix suppliante. Est-ce que la paix, le pardon, l'oubli ne sont pas salutaires et bons pour tous, dites-moi, père ; dites-moi, monsieur, vous qui vous êtes pendant longtemps si bien aimés, si bien compris et qui, à présent encore, vous respectez et vous estimez si franchement l'un l'autre.

La belle et blanche Mina avait toujours les mains jointes en regardant les deux vieillards, et ses yeux bleus qui les sup-

pliaient tour à tour commençaient à devenir humides. Devant ce regard éloquent et timide, angélique et tendre, ils se sentaient faibles, ils baissaient le front : leurs mains qu'ils avaient déjà étendues pour choisir les pièces de l'échiquier, restèrent immobiles un moment, hésitèrent un peu ; puis, obéissant à une commune impression, se joignirent soudain, s'unissant dans une pression timide d'abord, puis plus chaleureuse et plus franche.

— Il me semble que nous avons eu grand tort, capitaine, dit Gervinus.

— Nous avons été un peu vifs, voisin, murmura le capitaine.

— Du moins, l'expérience nous profitera. Nous serons plus sages désormais, répéteront-ils tous deux ensemble.

Frédéric, ravi, leur serrait les mains, Mina pleurait de joie en embrassant son père. Leurs regards se rencontraient maintenant calmes, assurés, joyeux sans trouble et sans rancune ; devant eux, les damiers blancs et noirs de l'échiquier reluisaient comme un miroir à la vive clarté de la lampe ; la flamme dorée du foyer leur semblait plus chaude et plus claire, la chambre plus tiède et mieux close, la soirée plus paisible et plus douce.

Dans la joie et le calme de cette nouvelle paix des cœurs, la tempête du dehors même était oubliée.

En dépit de ses souffrances et des fatigues de la veille, Lisbeth, qui avait fort bien dormi sous le toit du capitaine, se réveilla le lendemain dès l'aube, et, en ouvrant les yeux, aperçut Mina au chevet de son lit.

— Ils sont réconciliés, chérie ; ils s'aiment encore, et nous serons toujours ensemble, dit la fille du capitaine en jetant

ses bras autour du cou de son amie.

— Oh ! la bonne nouvelle, la grande nouvelle ! . . . Vite, vite, que je m'habille. Il me tarde d'aller les embrasser, comme deux bons vieux pères qui ont été bien sages.

Au moment où Lisbeth se préparait à descendre au salon, elle entendit des voix dans le jardin et s'approcha de la fenêtre, donnant le bras à son amie.

L'orage de la veille s'était calmé pendant la nuit ; le jardin du capitaine avait à peine souffert, abrité qu'il était par les hautes pentes de la montagne. En haut, un ciel d'un bleu pur, frais et humide, que le riant soleil du matin rayait de larges bandes d'or ; en bas, des gazons d'un vert éclatant, des touffes de lilas dont la brise balançait les grappes blanches et caressait les corolles parfumées ; des buissons de roses qui retrouvaient leurs fleurs vermeilles aux souffles tièdes du matin.

Au milieu de cette splendeur matinale, de ce grand calme et de cette fraîcheur, les têtes blanches des deux vieillards paraissaient plus admirables, plus belles, éclairées qu'elles étaient à la fois, et par un chaud rayon de soleil, et par un reflet de cette joie intérieure, qui est vraiment le soleil de l'âme. Ils sortaient de cette fatale tonnelle où avait eu lieu jadis l'action décisive, la querelle acharnée, et se dirigeaient vers le logis où ils avaient conclu la veille la paix et la réconciliation.

Chemin faisant, des branches de vignes folles accrochaient çà et là leurs vrilles à leurs habits, et les lilas, que leurs têtes effleuraient en passant, faisaient pleuvoir sur leurs cheveux blancs de belles gouttes de rosée de mai, tiède et pure. Mais ils ne s'en apercevaient point, occupés qu'ils